

Code du travail : sa révision toujours à l'oeuvre dans les coulisses du régime

- Actualité politique nationale -

Publication date: mercredi 9 novembre 2016

Description:

Le gouvernement semble attendre le moment qui lui paraîtra le plus favorable au plan tactique pour annoncer publiquement les résultats de cette cogitation qui ne présage absolument rien de bon pour les travailleurs. Les organisations syndicales, dont y compris l'UGTA, syndicat du pouvoir, expriment leur inquiétude et le rejettent en bloc.

Le patronat est satisfait. Le pouvoir a comblé ses vœux. Il s'impatiente de son adoption et en vante les mérites. Le ministre du Travail au garde-à-vous devant ses maîtres claironne que ce nouveau code « répond aux exigences de la modernité et du nouvel ordre économique mondial ».

AR

09.11.16

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Le gouvernement semble attendre le moment qui lui paraîtra le plus favorable au plan tactique pour annoncer publiquement les résultats de cette cogitation qui ne présage absolument rien de bon pour les travailleurs. Les organisations syndicales, dont y compris l'UGTA, syndicat du pouvoir, expriment leur inquiétude et le rejettent en bloc.

Le patronat est satisfait. Le pouvoir a comblé ses vœux. Il s'impatiente de son adoption et en vante les mérites. Le ministre du Travail au garde-à-vous devant ses maîtres claironne que ce nouveau code « répond aux exigences de la modernité et du nouvel ordre économique mondial ».

« *Modernisation des lois sociales* » et « exigences du nouvel ordre économique mondialisé », telles sont les nouvelles trouvailles linguistiques du Capital et de ses commis, fonctionnaires ou intellectuels au service de la bourgeoisie, pour couvrir l'offensive mondiale générale contre les conquêtes sociales des travailleurs. Profitant du rapport des forces créé à l'échelle mondiale par la victoire de la contre-révolution dans les pays socialistes, dans les années 1990, et par l'affaiblissement du mouvement ouvrier, le Capital tente par ce moyen de résoudre la crise de surproduction des capitaux et relancer la hausse du niveau général des taux de profit. Ces termes camouflent de gros mensonges pour faciliter la régression et imposer le retour de la condition de la classe ouvrière à celle du 19e siècle. Partout dans le monde la bourgeoisie a entrepris de détruire pan après pan les droits sociaux.

Les luttes se sont multipliées, les travailleurs résistent mais la répression en est la réponse. Au pays des « *droits de l'Homme* », la France, l'homme bourgeois a fait valoir ses droits. Il a fait condamner les syndicalistes d'Air France simplement pour avoir déchiré la chemise d'un cadre appliquant avec zèle les plans de dégraissage de la compagnie. Condamnés car coupables du crime insupportable d'avoir défendu les droits des hommes qui n'ont pas d'autres sources de revenu pour vivre que la vente de leur force de travail suivant les lois du Capital.

Dans pratiquement tous les pays capitalistes, le chômage augmente de façon ininterrompue quels que soient les artifices statistiques employés pour le minimiser. La bourgeoisie a trouvé la solution « *moderne* » pour le régler : la flexibilité, c'est-à-dire la soumission totale à la loi des patrons, l'acceptation de bouts de travail. Grâce à la magie de la flexibilité, un jeune qui « *travaille* » une heure par ci, une autre par là, qui se résigne à un salaire de misère sans jamais pouvoir atteindre le nombre d'heures nécessaires à sa survivance, n'est plus considéré comme chômeur.

AR

09.11.16